



**JOURNEES EUROPEENNES D'INFORMATIQUE JURIDIQUE**  
(*European legal e-access conference*)  
**PARIS, 10, 11 ET 12 DECEMBRE 2008**  
[www.legalaccess.eu](http://www.legalaccess.eu)



**Présidence Française  
de l'Union Européenne**

*DJO - GFII - ADBS - ADIJ - Juriconnexion - Droit.org - Capitant*

## Introduction

Plusieurs initiatives publiques et privées sont coordonnées par le Secrétariat général du Gouvernement pour l'organisation d'une manifestation, sous la **Présidence française de l'Union Européenne**, destinée à faire connaître l'état des travaux menés en **Europe** en faveur de l'amélioration de l'accès au droit et de son élaboration grâce aux évolutions technologiques, et à faire valoir les progrès accomplis dans ce domaine.

Depuis qu'a commencé la diffusion du droit des **Etats membres** sur Internet, il y a une dizaine d'années, un espace juridique numérique européen à composantes multiples (publiques et privées, payantes et libres) s'est installé progressivement. Le développement de cet espace facilite la rencontre et la comparaison simultanées des systèmes de droit d'une part, et des normes technologiques qui permettent leur diffusion numérique d'autre part.

Les Journaux officiels des Etats membres interviennent de manière déterminante dans ce processus. Or leur activité a pris de nouvelles dimensions : ils participent activement à la vie économique de leur pays, ils contribuent à l'orthodoxie budgétaire de leur autorité de tutelle en innovant dans leurs techniques d'autofinancement, et enfin se présentent comme un lieu privilégié d'expérimentation de la e-administration.

Simultanément, la plupart de ces Etats font face à une inflation normative croissante, génératrice d'insécurité juridique, qui les incite à améliorer la qualité de leurs normes par tous moyens législatifs et réglementaires, administratifs et techniques dans la cadre de programmes UE et OCDE pour « Mieux légiférer ». Chaque Etat membre s'interroge désormais sur l'attractivité économique de son droit positif. Ces confrontations de plus en plus fréquentes entre droits nationaux font naître ou renaître un droit comparatiste qui émerge sur Internet en essayant de limiter le plus possible les obstacles posés par une incontournable approche multilingue de cette matière.

**Comme le marché mondial de l'information scientifique, le marché européen de l'information juridique évolue très rapidement.** Cette évolution s'est encore accélérée sous l'influence croissante des nouvelles règles imposées par l'économie de réseaux qu'il s'agisse des relations entre éditeurs et lecteurs, du rôle et des aspirations des auteurs, de la réservation et de la commercialisation des données publiques et privées, ou encore des échanges entre professionnels du droit. Ce phénomène de fonctionnement en réseaux doit notamment être examiné sous le prisme du développement des nouvelles pratiques électroniques de la e-justice.

**Dans ce contexte, il paraît utile de rassembler, venant de tous les Etats membres de l'Union mais aussi de pays que la législation communautaire influence :**

- **des éditeurs nationaux, multinationaux et autres professionnels du marché de l'information juridique,**
- **des acteurs des administrations nationales et communautaires et des institutions productrices de normes,**
- **des professionnels du droit, des technologies et de la documentation juridique,**
- **des représentants des universités, de l'enseignement et de la recherche,**
- **des associations d'utilisateurs et de producteurs de bases de données juridiques présentes dans différents états membres**





**JOURNEES EUROPEENNES D'INFORMATIQUE JURIDIQUE**  
*(European legal e-access conference)*  
**PARIS, 10, 11 ET 12 DECEMBRE 2008**  
[www.legalaccess.eu](http://www.legalaccess.eu)



DJO - GFII - ADBS - ADIJ - Juriconnexion - Droit.org - Capitant

## **Sommaire du dossier**

Introduction .....	Page 1
Réservation de soutien financier - présentation .....	Page 3
Formulaire de soutien financier .....	Page 5
Les différentes formules de soutien .....	Page 6
Informations complémentaires .....	Page 7
Pré-Programme .....	Page 8
Comité d'organisation .....	Page 15
Comité scientifique .....	Page 18





**JOURNEES EUROPEENNES D'INFORMATIQUE JURIDIQUE**  
(European legal e-access conference)  
PARIS, 10, 11 ET 12 DECEMBRE 2008  
[www.legalaccess.eu](http://www.legalaccess.eu)



Présidence Française  
de l'Union Européenne

DJO - GFII - ADBS - ADIJ - Juriconnexion - Droit.org - Capitant

## **Réservation de soutien financier au colloque**

### **« Journées Européennes d'Informatique Juridique »**

#### **A REMPLIR ET NOUS RETOURNER**

*La Réservation remplie et signée à la main, portant le cachet de l'entreprise, doit être scannée et expédiée au format PDF à l'adresse : [info@legalaccess.eu](mailto:info@legalaccess.eu)*

#### **Qu'est-ce qu'une Réservation de soutien financier ?**

La souscription par le sponsor d'une Réservation de soutien financier a pour but d'aider les organisateurs du colloque à assurer la réussite de l'événement en facilitant l'optimisation budgétaire.

En souscrivant une Réservation de soutien financier, le sponsor déclare son intérêt pour le colloque et son intention de principe de le soutenir financièrement, mais sans engagement définitif de sa part.

Le sponsor se réserve en retour, et pour la durée d'un mois, les avantages consentis par la Formule de soutien financier sélectionnée et améliore son rang de priorité dans l'obtention des prestations correspondantes.

*La Réservation de soutien financier ne comporte que des avantages pour son signataire. Elle ne l'engage pas définitivement. Les seules obligations qui découlent de la Réservation sont à la charge des organisateurs.*

#### **Qu'est-ce qu'une Formule de soutien financier, où puis-je les trouver ?**

Les Formules de soutien financier détaillent les prestations et tarifs des opérations de parrainage proposés par les organisateurs du colloque. Vous les trouverez dans le document joint intitulé Dossier de soutien financier.

#### **Pourquoi souscrire une Réservation de soutien financier ?**

Pour remercier le sponsor de son intérêt, les organisateurs du colloque garantissent dès réception de la Réservation :

- l'inscription officielle du sponsor à la Formule de soutien financier choisie,
- l'accès prioritaire aux prestations de ladite Formule,

En effet, les prestations proposées au sein d'une même Formule et souscrites pour un même montant seront traitées dans l'ordre chronologique de réception des Réservations de soutien financier. (ex : choix parmi les options de disposition des affiches du sponsor,





**JOURNEES EUROPEENNES D'INFORMATIQUE JURIDIQUE**  
(European legal e-access conference)  
**PARIS, 10, 11 ET 12 DECEMBRE 2008**  
[www.legalaccess.eu](http://www.legalaccess.eu)



Présidence Française  
de l'Union Européenne

DJO - GFII - ADBS - ADIJ - Juriconnexion - Droit.org - Capitant

ordre dans les annonces orales et liste écrites ou Internet de sponsors, choix et ordre de participation aux événements, etc.).

En outre, en expédiant la Réservation de soutien financier avant le 30 août 2008, une remise de 10% sur le montant de la Formule retenue sera accordée \*\*.

*Pour résumer, en nous retournant au plus tôt la présente Réservation de soutien financier, vous vous assurez donc de bénéficier des prestations que nous réservons à nos sponsors aux meilleurs conditions et tarifs, et ce, sans engagement définitif de votre part !*

### **Conditions pour bénéficier des avantages de la Réservation de soutien financier**

Pour voir les avantages qu'elle consent définitivement attribués, la Réservation de soutien financier devra être confirmée dans le mois qui suit sa signature par la conclusion d'une Convention de sponsoring et par l'exécution intégrale par le sponsor des engagements qu'il y aura souscrits. A défaut, les avantages ainsi consentis seront intégralement et irrémédiablement annulés.

La date retenue de validation de la Réservation est celle du cachet de la Poste en cas d'envoi postal ou de réception du courriel, en cas d'envoi électronique. Cette date conditionne les effets de la Réservation.

La Réservation de soutien doit être expédiée dans son intégralité et dûment remplie.

La Réservation de soutien ne sera définitivement valide qu'après émission par les organisateurs de l'accusé officiel de réception de la Réservation.

Notamment par souci d'équité entre les sponsors, une Réservation de soutien financier invalide peut entraîner l'annulation de tout ou partie des avantages qu'elle consent.

Envoyez vos questions à l'adresse mail ci-dessous, nous vous répondrons dans les meilleurs délais.

### **Des questions ?**

*Adresses d'expédition :*

Courriel, écrire à [info@legalaccess.eu](mailto:info@legalaccess.eu)

Courrier : A l'attention de Jean François Figuié - JEIJ - 27 rue des Fleurs - 91800 Brunoy







**JOURNEES EUROPEENNES D'INFORMATIQUE JURIDIQUE**  
(*European legal e-access conference*)  
**PARIS, 10, 11 ET 12 DECEMBRE 2008**  
[www.legalaccess.eu](http://www.legalaccess.eu)



DJO - GFII - ADBS - ADIJ - Juriconnexion - Droit.org - Capitant

## **Dossier de soutien financier**

### **Sponsors - formules de participation aux journées**

#### **PROPOSITION DE SOUTIEN ET DE PARTICIPATION AUX JOURNEES EUROPEENNES D'INFORMATIQUE JURIDIQUE**

#### **Programmes et tarifs (hors taxes)**

**1500 euros** : Distribution de vos brochures et objets publicitaires. Mention dans la liste des sponsors brochure. Mention dans la liste des sponsors site internet. Mention auprès des bénéficiaires du sponsoring (cf. note ci-dessous). Un invité.

**2500 euros** : Distribution de vos brochures et objets publicitaires. Mention dans la liste des sponsors brochure. Mention dans la liste des sponsors site internet. Mention auprès des bénéficiaires du sponsoring (cf. note ci-dessous). Logo sur les sites internet des associations. Logo sur la brochure distribuée aux participants. Affichage dans les lieux de circulation. Deux mentions orales journalières dans le colloque (matin, après-midi de chacune des journées). Trois invités.

**5000 euros** : Appellation sponsor officiel. Distribution de vos brochures et objets publicitaires. Mention dans la liste des sponsors brochure. Mention dans la liste des sponsors site internet. Mention auprès des bénéficiaires du sponsoring (cf. note ci-dessous). Logo sur les sites internet des associations. Logo sur la brochure distribuée aux participants. Affichage dans les lieux de circulation. Deux mentions orales journalières dans le colloque (matin, après-midi de chacune des journées). Affichage dans les salles, au-dessus des estrades des intervenants. Intervention-présentation à l'estrade de l'éditeur durant les programmes des conférences (durée indicative : 15 minutes). Au souhait installation de bornes interactives, projections automatisées Powerpoint sur les murs des salles de conférence. Cinq invités.

**10000 euros et plus** : Toutes prestations ci-dessus décrites et mise au point d'opérations/interventions spéciales en concertation avec le sponsor (ex : animations surprises durant les conférences, durant le dîner de gala). Sept invités.





**JOURNEES EUROPEENNES D'INFORMATIQUE JURIDIQUE**  
(*European legal e-access conference*)  
**PARIS, 10, 11 ET 12 DECEMBRE 2008**  
[www.legalaccess.eu](http://www.legalaccess.eu)



DJO - GFII - ADBS - ADIJ - Juriconnexion - Droit.org - Capitant

**A noter :**

- ▶ Les associations organisatrices de l'événement ont le statut d'association à but non lucratif. Les sommes recueillies à l'occasion de cette opération de soutien seront employées exclusivement à la préparation et dans l'intérêt du colloque.
- ▶ Le colloque auquel cette proposition de soutien fait référence constitue l'événement annuel majeur des associations qui l'organisent. Ces associations y consacrent tous les moyens dont elles disposent pour en assurer la réussite.
- ▶ En l'état actuel du développement de notre projet, les fonds recueillis à l'occasion de cette opération de soutien seront affectés prioritairement à l'assistance, au déplacement et à l'hébergement des conférenciers étrangers. Les bénéficiaires de cette opération seront personnellement avisés de votre participation.
- ▶ Les associations s'engagent à laisser les publicités et autres mentions des sponsors sur leur site internet un an au moins après la fin de la conférence.
- ▶ Le matériel nécessaire à la réalisation des prestations souscrites par le sponsor devra être fourni par ses soins.

Les prestations ci-dessus décrites sont réalistes et réalisables, en l'état actuel du projet de conférence. Les organisateurs s'engagent à fournir leurs meilleurs efforts pour les faire aboutir. Toutefois, si certaines de ces prestations s'avéraient irréalisables au moment de la conférence, d'autres actions, de nature équivalente, seront discutées et mises au point d'un commun accord entre le sponsor et les organisateurs. En tout état de cause, les organisateurs s'engagent à fournir leurs meilleurs efforts pour satisfaire les demandes légitimes du sponsor. Le sponsor, de son côté, renonce à tout droit de poursuite, en cas d'impossibilité à réaliser les opérations telles que ci-dessus décrites.





**JOURNEES EUROPEENNES D'INFORMATIQUE JURIDIQUE**  
(*European legal e-access conference*)  
PARIS, 10, 11 ET 12 DECEMBRE 2008  
[www.legalaccess.eu](http://www.legalaccess.eu)



DJO - GFII - ADBS - ADIJ - Juriconnexion - Droit.org - Capitant

## **Pré-PROGRAMME** (à jour au 8 juillet 2008)

# Journées Européennes d'Informatique Juridique (*European legal e-access conference*)

"Mieux légiférer et mieux accéder au droit dans l'espace juridique européen grâce aux évolutions technologiques"

**Mercredi 10 décembre 2008**

(ENA, amphithéâtre Parodi, 2 avenue de l'Observatoire, Paris 6°)

### **Les Journaux officiels européens : acteurs publics, économiques et sociaux**

*Matin :*

#### **1) Contribuer à la transparence de la vie publique, économique et sociale**

Introduction : paysages des journaux officiels

\*Les enjeux économiques et sociaux liés à la publication d'un texte : intervention d'un représentant d'une autorité de régulation (CSA, CNIL, ARCEP...)

\*La publication des annonces, gage de transparence de la vie économique

\*La publication des projets de règlements, des enquêtes publiques et la consultation des citoyens : l'expérience du JO canadien

#### **2) Découvrir de nouvelles pratiques de recueil et publication des normes juridiques et des annonces légales**

\*La procédure normative, de sa production à sa publication et à son archivage, à travers le système français d'échange SOLON

\*Les outils proposés aux acteurs économiques pour remplir leurs obligations légales (dématérialisation, contrôle de publication, rediffusion) : l'expérience allemande







**JOURNEES EUROPEENNES D'INFORMATIQUE JURIDIQUE**  
(*European legal e-access conference*)  
PARIS, 10, 11 ET 12 DECEMBRE 2008  
[www.legalaccess.eu](http://www.legalaccess.eu)



DJO - GFII - ADBS - ADIJ - Juriconnexion - Droit.org - Capitant

\*La modernisation des Journaux officiels japonais

\*Le rôle du Journal Officiel dans l'expérience italienne en matière de collecte et publication des normes (européennes, nationales et locales)

*Après-midi :*

**3) Faciliter la compréhension des normes : le rôle des Journaux officiels européens dans la diffusion à tous les publics**

\*L'accès aux normes de droit et les efforts d'adaptation aux différents publics concernés (exemple de la France avec Legifrance et les différents sites de la Documentation française, « vulgarisateur » du droit)

\*Quelles démarches au niveau communautaire pour rapprocher le citoyen de la norme juridique ?

\*Les journaux officiels peuvent-ils contribuer à la réussite de la politique de mesure et réduction des charges administratives

**4) Rechercher des financements**

\* La nouvelle économie de l'immatériel : quelles nouvelles ressources en perspective ? (intervenant de l'APIE)

\*Financement par ressources publiques ou financement par le public : quels usages en Europe?

\*L'expérience hongroise

\* L'expérience britannique





**JOURNEES EUROPEENNES D'INFORMATIQUE JURIDIQUE**  
(*European legal e-access conference*)  
PARIS, 10, 11 ET 12 DECEMBRE 2008  
[www.legalaccess.eu](http://www.legalaccess.eu)



Présidence Française  
de l'Union Européenne

DJO - GFII - ADBS - ADIJ - Juriconnexion - Droit.org - Capitant

**Jeudi 11 décembre 2008**  
(Palais du Luxembourg 26, rue de Vaugirard Paris 6°)

**Les nouveaux traitements de l'information juridique  
électronique en Europe**

*Matin*

**1) Session plénière : Production, consolidation, diffusion et conservation de l'information juridique en Europe : de nouvelles solutions technologiques pour mieux légiférer.** (*l'organisation institutionnelle de l'espace juridique européen*)

(salle Monnerville)

Introduction la recherche de principes communautaires d'accessibilité au droit : les conclusions du Conseil « Compétitivité » de septembre 2008

a) un tour d'horizon de la production, de la consolidation et la diffusion du droit en ligne

\* Un tour d'horizon de la production, de la consolidation et de la diffusion du droit en ligne dans les différentes zones culturelles européennes d'influence

b) la dématérialisation des procédures de production des normes

- \* Les logiciels d'élaboration des normes en Europe.
- \* La dématérialisation des procédures de la justice administrative

c) les outils d'évaluation

\* Mieux légiférer : comparaison du nombre d'obligations d'informations générées par une même directive dans différents EM

d) la recherche d'un langage commun pour améliorer les accès aux droits des Etats membres

\* Les simplifications attendues en matière d'accès aux droits des Etats-membres

e) l'optimisation des stocks de législation grâce à la technologie web

\*La contribution de l'Internet pour la gestion de stock de la législation





**JOURNEES EUROPEENNES D'INFORMATIQUE JURIDIQUE**  
(European legal e-access conference)  
PARIS, 10, 11 ET 12 DECEMBRE 2008  
[www.legalaccess.eu](http://www.legalaccess.eu)



DJO - GFII - ADBS - ADIJ - Juriconnexion - Droit.org - Capitant

**2) Ateliers techniques : pour une norme européenne de référencement des documents et une ontologie juridique multilingue**

(salle Vaugirard)

a) **Table ronde** : Pour une norme européenne de référencement des documents :

- \* Une norme européenne de référencement des documents (payants et libres, privés et publics)
- \* Que faut-il attendre d'un Legal XML européen ?

b) ontologie juridique multilingue :

- \* Traduction et ontologie multilingue
- \* Un cas pratique de traduction de contrats : les licences de Banques de Données juridiques franco-anglo-américaines

*Après-midi*

**3) Session plénière : Recherche juridique et partage des connaissances : la constitution de patrimoines juridiques électroniques européens (textes, jurisprudence et doctrine) (salle Monnerville)**

Introduction : La Constitution d'un patrimoine juridique électronique européen

a) les fonds de législation

- \* N-Lex (son périmètre, l'hétérogénéité des fonds), où en est LINE (Legal information network in Europe) ? Les répertoires de sites juridiques

b) les fonds de jurisprudence

- \* Améliorer l'accès à l'information juridique européenne dans et hors de l'UE (pas d'accès centralisé, hétérogénéité des fonds, problème de l'accès à la jurisprudence topique).
- \* La jurisprudence dans l'UE

c) les fonds de doctrine

- \* **Table ronde** : promouvoir et rendre accessible une doctrine européenne ?





**JOURNEES EUROPEENNES D'INFORMATIQUE JURIDIQUE**  
(*European legal e-access conference*)  
PARIS, 10, 11 ET 12 DECEMBRE 2008  
[www.legalaccess.eu](http://www.legalaccess.eu)



DJO - GFII - ADBS - ADIJ - Juriconnexion - Droit.org - Capitant

#### **4) Ateliers techniques : l'interopérabilité et la sécurité au cœur des solutions technologiques**

(salle Vaugirard)

a) les solutions technologiques de l'e-justice : l'interopérabilité des systèmes d'information, clé de la coopération trans-frontalière en matière judiciaire.

- Des cas pratiques :

- Jure (les actes de la Commission Européenne (DGJLS))
- Caselex (retours d'expérience au niveau européen à partir du projet Caselex)

- Le portail des Cours suprêmes européennes ;

- Le portail européen des Conseils d'Etat et des hautes juridictions administratives

- L'exemple français de l'emploi du réseau E-SAGACE pour la jurisprudence administrative

b) les outils de recherche

\* Mieux rechercher l'information : GED, méta moteurs, web services, indexation - du moteur de recherche universel vers la recherche multibases

\* Centraliser la recherche de fonds décentralisés

c) la sécurité

\* Protéger l'information : peut-on identifier au niveau européen des normes techniques communes pour la sécurité des extranets juridiques





**JOURNEES EUROPEENNES D'INFORMATIQUE JURIDIQUE**  
(*European legal e-access conference*)  
**PARIS, 10, 11 ET 12 DECEMBRE 2008**  
[www.legalaccess.eu](http://www.legalaccess.eu)



Présidence Française  
de l'Union Européenne

DJO - GFII - ADBS - ADIJ - Juriconnexion - Droit.org - Capitant

**Vendredi 12 décembre 2008**  
(Institut Catholique, amphithéâtre de l' EBD, 21 rue d'Assas Paris 6°)

**Le marché de l'information juridique en Europe**  
(sous l'influence croissante des nouvelles règles  
imposées par l'économie de réseaux)

*L'évolution des modèles économiques de production et d'échange de données juridiques*

*Matin*

**1) Acteurs publics - acteurs privés : concurrence et coopération**

- \* La définition des "public tasks" au cœur des réflexions de la Commission
- \* Models of Public Sector Information Provision via Trading Funds
- \* Zoom sur les approches de quelques pays - La situation en Allemagne
- \* Exemple d'équilibre des rôles public/privé : accord entre El Consejo General del Poder Judicial et la Federación de Gremios de Editores de España
- \* Présentation de l'Office of Public Sector Information : un guichet unique d'accès aux informations publiques au Royaume Uni

**2) Accès libre - accès payant : une alternative relative ?**

- \* Le libre accès au secours du marché de l'information juridique : un scénario crédible
- \* L'accès libre du droit sur Internet : une vision mondiale ? Présentation des conclusions de la IX<sup>e</sup> Conférence Internationale « Internet pour le Droit » de Florence (30 et 31 octobre 2008)
- \* Circulation et commerce de l'information juridique en Europe, modèles classiques, nouveaux échanges et nouvelles communautés
- \* Accès gratuit et accès payant : des critères de différenciation ?
- \* Les objectifs de PSI Alliance





**JOURNEES EUROPEENNES D'INFORMATIQUE JURIDIQUE**  
(*European legal e-access conference*)  
PARIS, 10, 11 ET 12 DECEMBRE 2008  
[www.legalaccess.eu](http://www.legalaccess.eu)



DJO - GFII - ADBS - ADIJ - Juriconnexion - Droit.org - Capitant

*Après-midi*

### **3) L'évolution des offres et des stratégies des éditeurs**

- \* La diffusion de l'information juridique européenne : les mutations des éditeurs juridiques (de la vente d'information à la vente de services)
- \* Panorama européen de l'information juridique à travers le réseau ePSIplus
- \* Les offres des éditeurs privés : les valeurs ajoutées des contenus et des technologies face aux évolutions des besoins du grand public et des clientèles professionnelles

### **4) L'évolution des attentes et des actions des lecteurs et des auteurs**

- \* La diffusion du savoir juridique, l'évolution des rôles entre auteurs, lecteurs et éditeurs
- \* Enquête sur les nouveaux besoins des lecteurs
- \* Rémunérer les auteurs et les éditeurs : les expériences européennes alternatives, le projet ColorIURIS
- \* Les guides de bonnes pratiques et leur mise en œuvre dans et hors des états membres de l'UE
- \* Consortiums publics d'achats - quel bilan d'activité et quel avenir ?
- \* Partager l'information juridique (B to B) : e-learning juridique, knowledge management, web 2.0 collaboratif, fils RSS, réseaux sociaux (social networking) - mutations des échanges ?

**Clôture**





**JOURNEES EUROPEENNES D'INFORMATIQUE JURIDIQUE**  
(*European legal e-access conference*)  
**PARIS, 10, 11 ET 12 DECEMBRE 2008**  
[www.legalaccess.eu](http://www.legalaccess.eu)



Présidence Française  
de l'Union Européenne

DJO - GFII - ADBS - ADIJ - Juriconnexion - Droit.org - Capitant

## Comité d'Organisation



**JOURNAUX  
OFFICIELS**

La **Direction des Journaux officiels** est un des services du Premier ministre, placé sous l'autorité du Secrétariat général du Gouvernement. Elle est chargée de la production d'une part des données juridiques et d'autre part des données économiques sur la vie des entreprises, et de leur diffusion en ligne et sur papier. Sites Internet [www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr) et [www.legifrance.gouv.fr](http://www.legifrance.gouv.fr)



Le **Forum Européen des Journaux Officiels** a été créé en 2004 par les organismes responsables de la publication des textes officiels dans les Etats membres de l'Union européenne et l'Office des Publications de l'Union européenne. Depuis 2005, le Forum invite également les Journaux officiels de pays étrangers à l'Union, à participer à ses travaux. Les objectifs du FORUM sont d'échanger idées et informations sur les processus de publication, les technologies et les meilleures pratiques, entre éditeurs officiels. Le FORUM se réunit chaque année. La Présidence est tenue par le Journal officiel du pays qui reçoit le congrès, le secrétariat est assuré par l'Office des publications.



L' **Association pour le Développement de l'Informatique Juridique (ADIJ)** joue depuis près de 40 ans un rôle original et important dans le secteur des professionnels du droit ; carrefour interprofessionnel, plateforme de réflexion, lieu d'échanges, l'ADIJ permet aux juristes de participer activement à l'évolution du droit de l'informatique, des réseaux et plus largement du droit de l'immatériel ainsi que des technologies appliquées au traitement et à la diffusion du droit.

L'ADIJ a tissé des liens avec d'autres associations, autant en France qu'à l'International, ainsi qu'avec des universités et permet aux jeunes juristes spécialisés en TIC de mieux s'orienter. L'ADIJ décerne depuis 2 ans le prix du Jeune Cyberjuriste. Elle s'est plus particulièrement associée à son association sœur allemande Association Allemande pour l'Informatique Judiciaire (Deutscher EDV-Gerichtstag) pour l'organisation de cete manifestation.





**JOURNEES EUROPEENNES D'INFORMATIQUE JURIDIQUE**  
(*European legal e-access conference*)  
**PARIS, 10, 11 ET 12 DECEMBRE 2008**  
[www.legalaccess.eu](http://www.legalaccess.eu)



Présidence Française  
de l'Union Européenne

DJO - GFII - ADBS - ADIJ - Juriconnexion - Droit.org - Capitant



Le GFII est l'association des acteurs publics et privés de l'information numérique professionnelle : producteurs, éditeurs, serveurs, intermédiaires, diffuseurs d'information, prestataires, éditeurs de logiciels, grands comptes acheteurs d'information. Le GFII anime des groupes de travail, qui permettent aux acteurs de l'industrie de l'information de se rencontrer, de confronter et d'échanger leurs points de vue sur les aspects juridiques, techniques et économiques du secteur. La diversité de ses membres fait du GFII un lieu de transfert de connaissances et de compétences professionnelles. Il permet de suivre et d'analyser l'état du marché de l'information électronique en France et en Europe, les tendances émergentes, les dernières innovations technologiques, l'évolution de la législation, la jurisprudence...



Une association ouverte à toutes personnes (juristes, documentalistes, avocats, notaires, administrations, banques, grandes entreprises, collectivités territoriales) utilisant divers produits électroniques d'information juridique dans le cadre de leur pratique professionnelle quotidienne. Depuis 1988, Juriconnexion entretient un dialogue constructif avec les producteurs, serveurs et distributeurs. Elle exprime le point de vue des utilisateurs auprès des pouvoirs publics et joue un rôle actif dans la construction des banques de données juridiques officielles. Elle travaille en liaison avec d'autres associations ou organismes ayant des préoccupations voisines. Pour ce congrès, elle est rejointe par ses associations sœurs British & Irish Association of Law Librarians (BIALL) et Association des bibliothèques juridiques suisses (VJBS-ABJS)



Association Henri Capitant des amis de la culture juridique française et ses diverses associations soeurs européennes. Reconnue d'utilité publique en France, l'Association a avant tout pour but, tant en France qu'à l'étranger, de réunir les juristes de tous pays qui ont reçu et apprécié la culture juridique française et, plus généralement, la culture juridique romaniste. L'association organise chaque année diverses rencontres internationales.







**JOURNEES EUROPEENNES D'INFORMATIQUE JURIDIQUE**  
(*European legal e-access conference*)  
**PARIS, 10, 11 ET 12 DECEMBRE 2008**  
[www.legalaccess.eu](http://www.legalaccess.eu)



Présidence Française  
de l'Union Européenne

DJO - GFII - ADBS - ADIJ - Juriconnexion - Droit.org - Capitant



**ADBS**

Association des professionnels de l'information et de la documentation. Créée en 1963, l'ADBS, forte de ses 5 000 adhérents professionnels, est la première association professionnelle de l'information et de la documentation en Europe.

Elle offre à ses adhérents les moyens de : partager leurs expériences ; de mutualiser leurs pratiques ; d'échanger des services et actions ; de constituer des réseaux.

Elle a pour mission de : promouvoir les métiers de la gestion de l'information et du document ; permettre aux professionnels de se maintenir au meilleur niveau de compétences ; faire pression sur les pouvoirs publics

Dans chaque pays d'Europe se trouve une association sœur. L'ADBS travaille aussi souvent avec l'EBLIDA (European Bureau of Library, Information and Documentation Associations)

**droit.org**

Institut Français d'Information Juridique

droit.org est une association dont l'objectif est de promouvoir, défendre, susciter et réaliser des actions favorisant la diffusion du droit sur Internet et visant l'amélioration de l'accès libre au droit. Elle constitue un lieu de collaboration des différents acteurs de l'information juridique tant en Europe qu'au niveau international. L'association se veut un lieu d'animation et de mise en convergence des efforts de recherche en droit et en informatique juridique. Elle a vocation à participer ou à contribuer aux travaux menés par toute association, institution ou organisme poursuivant des objectifs similaires. L'Association est en étroite relation avec les Legal Information Instituts européens : IRLII (Irlande), ITTIG (Italie), BAILII (UK), CYLAW (Chypre), JIPS (Sarrebück - Allemagne)





**JOURNEES EUROPEENNES D'INFORMATIQUE JURIDIQUE**  
(*European legal e-access conference*)  
PARIS, 10, 11 ET 12 DECEMBRE 2008  
[www.legalaccess.eu](http://www.legalaccess.eu)



Présidence Française  
de l'Union Européenne

DJO - GFII - ADBS - ADIJ - Juriconnexion - Droit.org - Capitant

**Comité Scientifique**  
*Composition - membres confirmés*

**Albrecht Berger** - Conseiller du Directeur général, Bureau de Bruxelles, Office des publications des Communautés Européennes ; Forum Européen des Journaux Officiels - Secrétariat, Belgique

**Pascale Berteloot** - chef de l'Unité A5 Droits d'auteur, questions juridiques et documentaires, Direction A journal officiel et accès au droit, Office des publications des Communautés Européennes, Luxembourg

**Michèle Côme** - éditions Wolters Kluwer, Vice-présidente de l'Association pour le Développement de l'Informatique Juridique (ADIJ), France

**Philippe Dupichot** - Professeur à l'Université Paris 12, Avocat au Barreau de Paris, Secrétaire général adjoint de l'Association Henri Capitant des Amis de la Culture Juridique Française, France

**Jean François Figuié** - Consultant, Secrétaire général de l'ADIJ, France

**Jean Gasnault** - Président de l'Association Juriconnexion, Directeur du service Documentation du Cabinet d'Avocats Gide Loyrette Nouel, France

**Claire Germain** - Bibliothécaire et professeur de droit à la Edward Cornell Law School, USA

**Maximilian Herberger** - Prof. Doct., directeur de l'Institut für Rechtsinformatik de l'Université de la Sarre, président de l'Association Allemande de l'Informatique Judiciaire, Allemagne

**Nicolas Jondet** - animateur du blog <http://french-law.net/>, chercheur à Edinburgh University, School of Law, Edimbourg Ecosse

**Guiraud Lamé** - Secrétaire général, Direction juridique BFI, Banque de Financement et d'Investissement, Natexis, France

**Laurence Longet**, Vice-présidente de Juriconnexion - Directrice du Centre de Documentation de la MGEN, France





**JOURNEES EUROPEENNES D'INFORMATIQUE JURIDIQUE**  
(*European legal e-access conference*)  
**PARIS, 10, 11 ET 12 DECEMBRE 2008**  
[www.legalaccess.eu](http://www.legalaccess.eu)



Présidence Française  
de l'Union Européenne

DJO - GFII - ADBS - ADIJ - Juriconnexion - Droit.org - Capitant

**Robert Mahl** professeur, Directeur - centre de recherche en informatique - Ecole des Mines - président de l'association Droit.org, France

**Ruth Martinez** - Déléguée Générale, Groupement Français de l'Industrie de l'Information (GFII), France

**Denis Mazeaud** - Professeur à l'Université Panthéon-Assas (Paris II), Secrétaire général de l'Association Henri Capitant des Amis de la Culture Juridique Française, France

**Pascal Petitcollot**, Vice-président de l'ADIJ, Directeur du Service de Documentation du Secrétariat général du Gouvernement, Rédacteur en chef du site Légifrance, France

**Ginevra Peruginelli**, Avocate, Doctorante, Institut de théorie et techniques de l'information juridique (ITTIG - CNR) Florence, Italie

**Martine Sibertin-Blanc**, Présidente de l'ADBS, responsable du département de l'information publique, La Documentation Française, Services du Premier Ministre - secrétariat général du Gouvernement, France

**Georges André Silber** - Maître Assistant au Centre de Recherche en Informatique - Ecole des Mines, vice-président de l'association Droit.org, France

**Xavier Strubel**, professeur de droit, directeur du Département Droit, Economie, Finances et Sociologie (DEFIS) TELECOM & Management SudParis (ex-INT), France

**Hughes-Jehan Vibert** Attaché de recherche (post-doc, CRI, MINES ParisTech), Docteur en droit/info-com - fondateur du site [Jurispedia](http://Jurispedia), France

**Peter Johannes Weber** - Responsable pour le droit de la bibliothèque cantonale et universitaire de Lucerne, , Membre du comité directeur de l'Association suisse pour le développement de l'informatique juridique, Co-Président de l'Association des bibliothèques de droit suisse, Suisse

**Rigo Wenning** - Staff Counsel, World Wide Web Consortium (W3C), Allemagne

